



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France



Easyvista S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014
Easyvista S.A.
Immeuble Horizon 1
10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Siège social : Immeuble Horizon 1
10, allée de Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Capital social : €.2 985 593,50

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Easyvista S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

- La note II.2.2 de l'annexe expose les méthodes comptables relatives aux écarts d'acquisition ainsi que les règles d'amortissement et de dépréciation afférents. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation des écarts d'acquisition et vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes II.2.2 et IV.3 de l'annexe aux comptes consolidés.
- La note II.2.12 de l'annexe expose les estimations retenues par la société pour le calcul des impôts différés, notamment dans le cadre de l'activation des déficits reportables. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues, à revoir les calculs effectués par la société, et à vérifier que les notes II.2.12 et IV.16 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

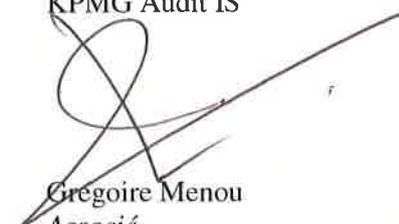
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 30 avril 2015

KPMG Audit IS



Grégoire Menou
Associé

Paris, le 30 avril 2015

Audit Eurex



Sandrine Jeanjacquot
Associée

GROUPE EASYVISTA

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Bilan consolidé au 31 décembre 2014	2 - 3
Compte de résultat consolidé	4 - 5
Tableau de flux de trésorerie	6
Annexe au bilan et au compte de résultat consolidés :	7

BILAN

En €	31-déc-14			31-déc-13
	Brut	Amort/Dépr.	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Ecart d'acquisition	2 467 837	2 182 453	285 384	468 338
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement	888 591	44 430	844 161	
Concessions, brevets et droits similaires	470 921	440 654	30 267	41 847
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles	60 560	41 556	19 004	473 684
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles	2 032 254	1 420 765	611 489	414 733
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts, cautionnements et autres créances	247 868		247 868	232 581
	6 168 031	4 129 858	2 038 173	1 631 183
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Avances et acpt. versés /commandes	14 010		14 010	33 213
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	5 014 639	109 915	4 904 724	4 502 331
Autres créances	792 552		792 552	686 024
Impôts différés actif	1 999 551		1 999 551	1 141 815
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	810 386		810 386	1 167 758
Disponibilités	1 386 576		1 386 576	880 426
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	365 608		365 608	274 072
ACTIF CIRCULANT	10 383 322	109 915	10 273 407	8 685 639
TOTAL GENERAL	16 551 353	4 239 773	12 311 580	10 316 822

En €	PASSIF	
	31-déc-14	31-déc-13
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 982 078	2 971 676
Prime d'émission, de fusion, d'apport	3 887 482	3 868 072
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	68 007	68 007
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(6 958 305)	(6 016 115)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	892 862	(940 160)
Ecarts de conversion	(583 596)	138 970
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	288 528	90 450
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		2 127
Provisions pour charges	1 000 549	821 926
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 000 549	824 053
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements crédit	2 303 510	1 268 409
Emprunts et dettes financières		
Avances et acomptes reçus/commandes		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 047 269	916 057
Dettes fiscales et sociales	2 336 284	2 532 796
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 752
Autres dettes	66 662	64 340
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	5 268 778	4 614 965
DETTES	11 022 503	9 402 319
TOTAL GENERAL	12 311 580	10 316 822

COMPTE DE RESULTAT

	31-déc-14	31-déc-13
En €	Total	Total
Vente de marchandises	4 253 192	3 106 865
Production vendue de biens		
Production vendue services	15 104 497	11 595 519
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	19 357 689	14 702 384
Production stockée		
Production immobilisée	433 464	455 127
Subventions d'exploitation		
Reprises/provisions & transferts de charges	164 382	143 772
Autres produits	4 291	5 089
PRODUITS D'EXPLOITATION	19 959 826	15 306 372
Achat Marchandises	22 310	26 125
Variation de stocks		
Achats de mat. 1ères et autres appros		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	7 432 962	5 494 450
Impôts, taxes et versements assimilés	533 791	331 903
Salaires et traitements	8 497 146	7 193 482
Charges sociales	3 213 874	2 770 352
Dotations d'exploitation		
* Sur immobilisat° : dot° aux amortissements	295 904	167 548
* Sur immobilisat° : dot. aux dépréciations		
* Sur actif circulant: dot° aux dépréciations	48 865	46 278
* Pour risques et charges: dot. aux provisions	126 531	128 754
Autres charges	121 401	119 786
CHARGES D'EXPLOITATION	20 292 784	16 278 678
RESULTAT D'EXPLOITATION	(332 958)	(972 306)
Autres intérêts et produits assimilés	15 008	19 358
Reprises/provisions et transfert de charges		
Différences positives de change	760 476	31 552
Produits nets sur cessions de VMP	9 604	37 092
PRODUITS FINANCIERS	785 088	88 002
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations		
Intérêts et charges assimilées	34 237	47 068
Différences négatives de change	63 961	242 371
Charges nettes sur cessions de VMP		
CHARGES FINANCIERES	98 198	289 439
RESULTAT FINANCIER	686 890	(201 437)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	353 932	(1 173 743)

En €	31-déc-14	31-déc-13
Produits except. sur opérations de gestion	5 106	12 558
Produits except. sur opérations en capital	83 976	94 064
Reprises, provisions et transfert de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	89 082	106 622
Charges except. sur opérations de gestion	106 498	14 729
Charges except. sur opérations en capital	25 328	26 166
Dotations aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	131 826	40 895
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(42 744)	65 727
Participation des salariés au résultat	-	-
Impôt exigible sur les bénéfices	(93 108)	90 774
Impôts différés	857 736	260 036
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(182 954)	(182 954)
Total des produits	21 691 732	15 761 032
Total des charges	20 798 870	16 701 192
BENEFICE OU PERTE	892 862	(940 160)
Résultat par action	0,57	(0,60)
Résultat dilué par action	0,57	(0,60)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31-déc-14	31-déc-13
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation		
Résultat net	892 862	(940 160)
Elimination des éléments non monétaires		
- Amortissements et provisions	655 354	528 622
- Impôts différés	(857 736)	(260 036)
- Plus ou moins values de cession	(58 648)	(74 217)
Variation du BFR lié à l'activité	(739 977)	1 424 946
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation	(108 145)	679 155
Flux de trésorerie liée aux opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières	(1 922 001)	(1 439 210)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	1 041 018	617 241
Incidence des variations de périmètre nettes de la trésorerie acquise		(15 950)
Flux nets de trésorerie liée aux opérations d'investissements	(880 983)	(837 919)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation de capital	29 812	
Prime d'émission		
Emprunts à court terme	285 300	410 088
Emprunts à long terme		
Cession / acquisition nette actions propres	58 648	82 357
Flux nets de trésorerie liée aux opérations de financements	373 760	492 445
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie	14 345	(11 847)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(601 023)	321 834
Disponibilités et VMP au début de la période	1 707 110	1 385 276
Disponibilités et VMP à la fin de la période	1 106 087	1 707 110

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES ET EVENEMENTS POST CLOTURE

NOTES PREALABLES

Note préalable 1 : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en Euros sauf spécification contraire.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au titre l'exercice 2014, EASYVISTA a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 19,4 millions d'euros en progression de 32% par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. Le groupe est parvenu à croître dans toutes ses zones géographiques avec notamment un doublement du revenu réalisé en Amérique du Nord.

Le SaaS représente désormais 38% des ventes du groupe après une croissance de 46% en 2014. Le backlog a augmenté de 33% attestant une conquête commerciale soutenue et garantissant le maintien d'un fort volume d'affaires SaaS dans les trimestres à venir.

Sur le second semestre, EasyVista a renoué avec un résultat d'exploitation positif (+0,4 M€) compensant partiellement le déficit enregistré au 1er semestre. Au final, la perte d'exploitation s'affiche à -0,3 M€ en amélioration de 0,7 M€ en comparaison de l'exercice 2013. Les investissements nord-américains ont pesé sur les résultats, mais la rentabilité d'exploitation en Europe s'est encore améliorée, atteignant 1,3 M€ en 2014 et permettant au groupe d'autofinancer son développement

La remontée rapide du dollar sur le dernier trimestre a profité au résultat financier, excédentaire de plus de 0,7 M€, portant le résultat courant avant impôt à + 0,4 M€ en hausse de près de 1,6 million d'euros en comparaison de l'exercice précédent. L'activation d'impôts différés pour 0,8 M€ a bénéficié au résultat net qui ressort à 0,9 M€ en hausse de 1,8 M€ par rapport à l'exercice 2013.

Pour rappel, le contrôle fiscal auquel la société EASYVISTA SA a été soumise en 2009, au titre des exercices 2006 et 2007, a donné lieu à un redressement au titre d'une retenue à la source qui serait due, selon l'administration fiscale, par la société pour des opérations réalisées à l'étranger. EASYVISTA SA considère, en accord avec ses avocats, que la société dispose d'arguments sérieux justifiant que l'application de la retenue à la source n'est pas applicable au cas particulier. Le rappel, dont le montant s'élève à 662 K€, a ainsi fait l'objet d'une réclamation contentieuse et aucune provision n'a été enregistrée à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2014. Afin de garantir cette contestation, la société a mis en place, en 2010, un nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public. A ce jour et compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, aucun autre élément n'est susceptible d'avoir un impact sur les comptes au 31 décembre 2014.

Aucun autre élément postérieur au 31 décembre 2014 susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes présentés n'est intervenu.

II – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables,
- . indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

2. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DE COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986, et en application du règlement 99-02.

Les sociétés dans lesquelles EasyVista exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.1 *Méthode des coûts historiques*

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

2.2 *Immobilisations*

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces immobilisations dans le patrimoine de la société.

L'amortissement pour les comptes consolidés a été calculé selon le mode linéaire considéré représentatif de l'amortissement économique et ce pour l'ensemble du groupe.

Écarts d'acquisition :

Ils sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise. Ceux-ci font l'objet d'un amortissement sur une période de 10 ans conformément aux durées constatées dans ce secteur d'activité.

En application du règlement CRC2002-10, des tests de dépréciation ont été réalisés sur les écarts d'acquisition afin de déterminer une éventuelle perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'hypothèses qualitatives et quantitatives ainsi que sur les flux de trésorerie issus des prévisions d'exploitation estimées par la Direction du Groupe pour l'exercice à venir. Les résultats de ces tests ont permis de constater qu'aucune dépréciation ne s'avérait nécessaire au 31 décembre 2014.

Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement sont valorisés au prix d'acquisition constitués du coût de production des biens et services.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 ans.

Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

Les frais de recherche et développement ont été capitalisés à hauteur de 433 k€ sur l'exercice 2014.

Immobilisations corporelles :

Les agencements sont amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Le matériel et le mobilier de bureau, selon la nature des biens acquis, ont été amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Le matériel de transport est amorti sur une durée de 4 ans.

Les dispositions des règlements du comité de la réglementation comptable portant sur les actifs (CRC2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, et CRC2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations financières :

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Si la valeur comptable des titres est supérieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'inventaire est appréciée à la date d'arrêté des comptes et définie comme la valeur des avantages économiques futurs attendus par leur utilisation. Elle est généralement calculée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés et prend notamment en considération les éléments prévisionnels issus des budgets les plus récents basés sur différentes hypothèses qui, au regard des circonstances, sont jugées les plus raisonnables et probables par la direction de la société. Une méthode mieux adaptée peut être retenue le cas échéant, telle que celle des comparables boursiers, les valeurs issues de transactions récentes, le cours de bourse dans le cas d'entités cotées ou la quote-part de situation nette.

2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont été dépréciées au cas par cas pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4 Disponibilités et VMP

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

2.5 Opérations en devises étrangères

Les achats et les ventes en devises sont enregistrés au taux du jour des opérations. En fin de période, la société calcule, devise par devise, ses positions de change relatives aux créances et dettes. Les écarts de change latents (pertes et gains) sont portés au compte de résultat.

2.6 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euros au taux de change à la date de clôture. Les comptes de résultats et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euros des comptes des sociétés étrangères sont portées dans les capitaux propres sur la ligne intitulée « Ecart de conversion ».

2.7 Gains et pertes de change latents

Les gains et pertes de change latents sont reconnus dans le résultat consolidé.

2.8 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, contractuel ou découler des pratiques de la société.

2.9 Engagements de retraite

Les engagements de retraite et avantages assimilés ont été évalués en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées appliquée séparément à chaque salarié. Cette méthode permet de répartir la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés, en provisions pour risques et charges.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la PIDR au 31 décembre 2014 sont les suivantes:

	Cadres	Non cadres
Taux d'actualisation	1,50%	1,50%
Taux de turn-over	Faible	Faible
Taux de revalorisation salariale	2%	2%
Age de départ en retraite	65	65

2.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de licences, dont le revenu est reconnu au moment du transfert de propriété, et de certaines autres prestations, dont le revenu est reconnu au fur et à mesure de leur exécution.

Le chiffre d'affaires comprend également des contrats d'abonnement et de maintenance, dont le revenu est reconnu en résultat en tenant compte de la période d'abonnement courue sur l'exercice. Le montant du revenu lié aux prestations à effectuer sur l'exercice suivant est différé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

2.11 Crédit d'Impôt Recherche

Aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2014.

2.12 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôts. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est à dire au dernier taux connu à la date de clôture. Les actifs d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque la société n'a pas l'assurance de les imputer à court terme.

2.13 Modalités de calcul des résultats par action

Le résultat par action et le résultat dilué par action sont calculés en conformité avec les modalités de l'avis n°27 de l'O.E.C.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de principe comptable ni de présentation ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu au cours de l'exercice 2014.

III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés	Siège	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation	N° Siret
EasyVista SA	Noisy le Grand (France)	Société Mère	IG	34784894700037
EasyVista S.L	Madrid (Espagne)	100%	IG	B81267767
EasyVista S.r.l.	Milan (Italie)	100%	IG	03455710966
EasyVista SA	Lisbonne (Portugal)	100%	IG	501926003
EasyVista Ltd	Berkhamsted (Royaume-Uni)	100%	IG	3516042
EasyVista Inc	Cambridge (USA)	100%	IG	04-3484009
Logiciels EasyVista Inc	Montréal (Canada)	100%	IG	1168355932
EasyVista GmbH	Munich (Allemagne)	100%	IG	HRB 203560 München
Rift Technologies SASU	Noisy le Grand (France)	100%	IG	489003434

IG = Intégration globale

IV - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. IMMOBILISATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Acquisitions	Cessions Diminutions Reclassement	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	2 467 837				2 467 837
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	941 663	2841	475 568		1 420 072
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	1 689 870	7 126	385 245	49 987	2 032 254
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 689 870	7 126	385 245	49 987	2 032 254
Participations mises en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	232 581	870	1 055 435	1 041 018	247 868
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	232 581	870	1 055 435	1 041 018	247 868
TOTAL GENERAL	5 331 951	10 837	1 916 248	1 091 005	6 168 031

2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Dotations	Reprises Diminutions	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	1 999 499		182 954		2 182 453
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	426 132	1 306	54 772		482 210
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	1 275 137	3 950	196 701	55 023	1 420 765
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 275 137	3 950	196 701	55 023	1 420 765
TOTAL GENERAL	3 700 768	5 256	434 427	55 023	4 085 428

L'intégralité des dotations est relative à des amortissements linéaires.

3. ECARTS D'ACQUISITION

	Début exercice	Variation de Périmètre	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Europe du Sud	600 000				600 000
EasyVista Ltd	1 867 838				1 867 838
Ecarts d'acquisition – valeur brute	2 467 838				2 467 838
Europe du Sud	(480 305)		(60 038)		(540 343)
EasyVista Ltd (1)	(1 519 194)		(122 916)		(1 642 110)
Ecarts d'acquisition – dépréciation et amortissement	(1 999 499)		(182 954)		(2 182 453)
Ecarts d'acquisitions – valeur nette	468 339		(182 954)		285 385

(1) La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition sur EasyVista UK a été calculée linéairement sur la durée d'utilité résiduelle, compte tenu de l'amortissement exceptionnel de 500.000 euros qui avait été enregistré au 31 décembre 2008.

4. ETAT DES CREANCES ET DETTES

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
<i>Etat des Créances</i>			
Créances rattachées à des participations			247 868
Prêts, cautionnements et autres créances	247 868		
Clients et comptes rattachés	5 014 639	5 014 639	
Fournisseurs avances et acomptes versés	14 010	14 010	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités:impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités:taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités:créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	792 552	792 552	
Charges constatées d'avance	365 608	365 608	
TOTAL GENERAL	6 434 677	6 186 809	247 868

	Montant brut	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Etat des dettes</i>				
Emprunt obligataire convertible				
Autre emprunt obligataire				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	2 303 510	1 292 424	1 011 086	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 047 269	1 047 269		
Dettes fiscales et sociales	2 336 284	2 336 284		
Etat:impôt sur les bénéfices				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Comptes courants passif				
Autres dettes	66 662	66 662		
Produits constatés d'avance	5 268 778	5 268 778		
TOTAL GENERAL	11 022 503	10 011 417	1 011 086	

5. DISPONIBILITES

Au 31 décembre 2014, la société détenait 50.029 actions propres représentant 434.175 € dont 95.055 € de capital en nominal.

Au cours de l'exercice 36.834 actions ont été achetées à un cours moyen de 27,0315 € et 30.756 actions ont été vendues à un cours moyen de 26,8680 €.

6. CAPITAL SOCIAL

Le Capital Social d'un montant total de 2.982.078,50 € se compose à la clôture de l'exercice de 1.569.515 actions de 1,90 €, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 Juin 2004 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 10.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise jusqu'au 29 juin 2005, compte tenu du regroupement d'actions intervenu en Septembre 2005. Par le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2004, la société a émis 3.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 8,7 € par action. Au 31/12/2014, plus aucun bon ne peut être exercé.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Septembre 2005 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 75.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 Novembre 2008. Par le Conseil d'Administration du 15 Novembre 2005, la société a émis 10.250 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 15 Novembre 2015. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 12,51 € par action. Au 31/12/2014, 1.475 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 2.802,50 €. Au 31/12/2014, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 5.325 options peuvent être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 5.325 options est de 10.117,50 €. Par le Conseil d'Administration du 21 Avril 2008, la société a émis 6.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 21 Avril 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 2,84 € par action. Au 31/12/2014, 4.000 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital 7.600 €. Au 31/12/2014, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, plus aucune autre option attribuée par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008 ne peut être exercée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution gratuite de 150.000 actions en faveur de ses salariés. Par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2011, la société a attribué 5.000 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 11.618 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 03 janvier 2013, la société a attribué 20.625 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 87.924 € et il a été constitué une provision pour charges au 31/12/2014 de 87.680 €. Par le Conseil d'Administration du 02 janvier 2014, la société a attribué 12.813 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 39.605 € et il a été constitué une provision pour charges au 31/12/2014 de 19.747 €

L'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2013 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 150.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 août 2016. Par le Conseil d'Administration du 03 décembre 2013, la société a émis 9.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 03 décembre 2023. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 17 € par action. Au 31/12/2014, compte tenu des salariés sortis, 9.000 options peuvent être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 9.000 options est de 17.100 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 30.000 bons de souscription d'actions jusqu'au 26 décembre 2015. Par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014, la société a émis 7.500 bons de souscription d'actions exerçables jusqu'au 10 septembre 2024 à condition d'avoir été souscrits avant le 31 août 2015. Le prix de souscription unitaire de ces bons est fixé à 1,21 €. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 24,10 € par action. Au 31/12/2014, 7.500 bons peuvent être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 7.500 options est de 14.250 €.

7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2014

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2014	2 971 676	3 868 072	138 970	68 007	(940 160)	(6 016 115)	90 450
Affectation résultat 2013					940 160	(940 160)	
Résultat de l'exercice					892 862		892 862
Augmentation de capital	10 402	19 410					29 812
Autres mouvements						(2 030)	(2 030)
Variation de l'écart de conversion			(722 566)				(722 566)
Situation au 31/12/2014	2 982 078	3 887 482	(583 596)	68 007	892 862	(6 958 305)	288 528

2013

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2013	2 971 676	3 868 072	(63 887)	68 007	(742 240)	(5 116 455)	985 173
Affectation résultat 2012					742 240	(742 240)	
Résultat de l'exercice					(940 160)		(940 160)
Augmentation de capital							
Autres mouvements						(157 420)	(157 420)
Variation de l'écart de conversion			202 857				202 857
Situation au 31/12/2013	2 971 676	3 868 072	138 970	68 007	(940 160)	(6 016 115)	90 450

2012

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2012	2 971 676	3 868 072	(93 310)	68 007	(1 273 875)	(3 842 580)	1 697 990
Affectation résultat 2011					1 273 875	(1 273 875)	
Résultat de l'exercice					(742 240)		(742 240)
Augmentation de capital							
Autres mouvements							
Variation de l'écart de conversion			29 423				29 423
Situation au 31/12/2012	2 971 676	3 868 072	(63 887)	68 007	(742 240)	(5 116 455)	985 173

8. ECARTS DE CONVERSION

Conformément aux principes français en matière de comptes consolidés, les écarts de conversion actif et passif ont été comptabilisés en charges et produits financiers dans le résultat consolidé.

9. EMPRUNTS

La ventilation des emprunts par nature de taux est la suivante au 31 décembre 2014 :

En k€	31/12/2014	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 212 635	403 203	809 432
Concours bancaires courants	1 090 875		1 090 875
Autres emprunts et dettes assimilées			
TOTAL	2 303 510	403 203	1 900 307

10. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Périmètre/ change	Dotations	Reprise Reclassement	Fin exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges				2 127	
Provisions pour garanties données aux clients	2 127				
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires	766 590		126 531		893 121
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	55 336		63 710	11 618	107 428
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	824 053		190 241	13 745	1 000 549
Dépréciation des immobilisations incorporelles					
Dépréciation des immobilisations corporelles					
Dépréciation des titres mis en équivalence					
Dépréciation des titres de participation					
Dépréciation des autres immobilisations financières					
Dépréciation des stocks et en cours					
Dépréciation des comptes clients	84 278		48 865	23 228	109 915
Autres dépréciations					
DEPRECIATION	84 278		48 865	23 228	109 915
TOTAL GENERAL	908 331		239 106	36 973	1 110 464
Dotations et reprises d'exploitation			239 106	25 355	
Dotations et reprises financières					
Dotations et reprises exceptionnelles					

11. CREANCES ET DETTES REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances représentées par des effets de commerce

Aucune créance n'est représentée par un effet de commerce au 31 décembre 2014.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires par activité et par zone géographique :

<i>Activité</i>	<i>Répartition géographique</i>	<i>31-déc-14</i>	<i>31-déc-13</i>
Ventes	France	1 610 205	1 523 226
	Filiales à l'étranger	2 642 987	1 583 639
	Sous-total ventes	4 253 192	3 106 865
Services	France	9 096 137	7 716 395
	Filiales à l'étranger	6 008 360	3 879 124
	Sous-total services	15 104 497	11 595 519
Total Chiffre d'Affaires		19 357 689	14 702 384

13. RESULTAT D'EXPLOITATION

Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique :

<i>Répartition géographique du résultat d'exploitation</i>	<i>31-déc-14</i>	<i>31-déc-13</i>
France	729 256	638 958
Filiales	(1 062 214)	(1 611 264)
Total Résultat d'exploitation	(332 958)	(972 306)

14. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

CHARGES FINANCIERES	2014	2013
(en euros)		
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations		
Intérêts et charges assimilées	34 237	47 068
Différences négatives de change	63 961	242 371
Charges nettes sur cessions de VMP		
Total Charges financières	98 198	289 439

PRODUITS FINANCIERS	2014	2013
(en euros)		
Autres intérêts et produits assimilés	15 008	19 358
Reprises/provisions et transfert de charges		
Différences positives de change	760 476	31 552
Produits nets sur cessions de VMP	9 604	37 092
Total Produits financiers	785 088	88 002

15. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2014	2013
(en euros)		
Autres charges exceptionnelles	105 924	11 570
Charges excep. s/ exercices antérieurs	574	14 729
VNC des immo. incorp. cédées		
VNC des immo. corp. cédées		8 140
VNC des titres cédés		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Mali provenant du rachat d'actions propres	25 328	6 456
Total Charges exceptionnelles	131 826	40 895

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2014	2013
(en euros)		
Autres produits exceptionnels	934	5 251
Produits excep. s/ exercices antérieurs	4 172	12 558
Produits de cession de titres (conso.)		
Produits de cession d'immo. incorp.		
Produits de cession d'immo. corp.		
Produits de cession de titres		
Produits de cession d'autres élém. actif		
Transfert de charges exceptionnelles		
Boni provenant du rachat d'actions propres	83 976	88 813
Total Produits exceptionnels	89 082	106 622

16. IMPOTS DIFFERES

<i>Nature</i>	<i>au 01/01/14</i>	<i>Impact résultat</i>	<i>Impact réserves</i>	<i>au 31/12/14</i>
ACTIF				
. Différences temporaires	11 659	2 173		13 832
. Provision indemnité départ retraite	255 518	42 173		297 690
. Déficit fiscaux reportables	874 639	813 390		1 688 029
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	1 141 815	857 736	-	1 999 551

Le taux d'imposition retenu par la société est de 33,1/3% en France et 30% en Espagne. Le montant des déficits fiscaux reportables de EasyVista SA (France), RIFT Technologies et EasyVista Espagne s'élève à 5.112 k€ au 31/12/2014, et sont activés en totalité.

17. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement représentent globalement 1.626 k€ au 31 décembre 2014 et ont été capitalisés à hauteur de 433 k€, le solde étant directement inscrit en charges. Il n'a pas été comptabilisé de crédit d'impôt recherche au cours de l'exercice 2014.

18. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

1. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent pas de jetons de présence. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration ont représenté en totalité 715.042 € au 31 décembre 2014.

Le montant des engagements de retraite relatif aux Dirigeants représente un montant de 405.679 euros au 31 décembre 2014.

2. EFFECTIF

La situation de l'effectif au 31 décembre 2014 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif au 31 décembre 2014	60	16	1	9	3	21	7	2
Effectif moyen	56	16	1	8	3	19	7	2

La situation de l'effectif au 31 décembre 2013 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif au 31 décembre 2013	55	15	1	6	2	14	6	2
Effectif moyen	52	12	3	6	2	12	5	1

4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

1. Nantissements :

	€
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public	662.302
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du CIC	191.381
• Nantissement du fonds de commerce en faveur de HSBC	180.000

Engagements reçus

1. Engagement de garantie

	€
• Contre garantie OSEO sur prêt HSBC	72.000
• Caution	NEANT

2. Cautions données par d'autres personnes physiques

	€
• Emprunts auprès des établissements de crédit	NEANT